



Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Réunion d'urgence

New York, le 29 décembre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour la convocation de cette séance et tous les intervenants pour leurs présentations.

Alors que ce Conseil se réunit pour une des dernières fois dans sa composition actuelle, la nécessité d'une solution politique durable pour mettre fin aux hostilités, assurer la protection de la population civile et libérer les otages s'impose au Proche-Orient. Nous avons la responsabilité collective d'en faire une réalité pour la nouvelle année. Une année qui commencera dans le froid, l'humidité et sous les décombres, pour beaucoup trop d'enfants, leurs parents et leurs proches.

Dans ce contexte, les rapports sur les derniers développements dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, ainsi qu'à la frontière nord avec le Liban, continuent à nous préoccuper fortement. Les chiffres vérifiés par les Nations Unies font de l'année 2023 la plus meurtrière en presque vingt ans tant en Israël qu'à Gaza, mais également en Cisjordanie. Ce sombre record n'épargne pas les enfants, selon les informations de l'UNICEF.

L'intensité accrue des actes violents commis par les colons, que la Suisse condamne, ont provoqué le déplacement forcé de communautés d'éleveurs et ont le potentiel de conduire à encore plus de violence. Tout en rappelant que les colonies sont illégales au regard du droit international, la Suisse souligne qu'Israël est responsable du maintien de l'ordre en Cisjordanie et l'appelle à tenir pour responsable les auteurs de ces actes. Dans le cadre d'opérations par les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie, l'usage de la force doit notamment répondre au critère de la proportionnalité et respecter les droits de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne.

Nous continuerons à le souligner : le respect du droit international humanitaire et des droits humains, notamment en ce qui concerne la protection des civils, doit rester une priorité de ce Conseil. La Suisse rappelle les obligations de toutes les parties en vertu du droit international, y compris l'obligation de protéger la population civile.

Comme nous l'avons fait depuis le 7 octobre, la Suisse condamne les attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Nous condamnons notamment les violences sexuelles et basées sur

le genre, dont de nombreuses femmes et filles ont été victimes dans le cadre de ces attaques. Nous appelons à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages encore détenus à Gaza. La Suisse reconnaît le droit d'Israël d'assurer sa sécurité. En même temps, nous n'avons pas cessé d'appeler les parties à protéger les civils et à respecter le droit international humanitaire. Il est primordial que des enquêtes soient menées sur toutes les violations du droit international commises en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé afin que leurs auteurs soient traduits en justice.

Dans la bande de Gaza, la situation humanitaire reste catastrophique. La population est privée d'accès aux services médicaux, infrastructure sanitaire, hygiène et eau potable. 90% de la population est en situation d'insécurité alimentaire aigüe. Nous faisons ici référence à la déclaration commune faite par le Brésil au nom de nos deux délégations en tant que points focaux informels pour conflit et faim. L'aide humanitaire doit être acheminée sans entraves et sans préconditions aux populations civiles dans le besoin dans toute la bande de Gaza. Nous saluons la nomination de Madame Sigrid Kaag au poste de coordinatrice humanitaire et de reconstruction pour Gaza, et nous appelons à la mise en œuvre intégrale des résolutions 2712 et 2720 de ce Conseil. Malgré l'adoption de ces résolutions, l'aide acheminée reste insuffisante. Une trêve humanitaire et des garanties sécuritaires sont la condition urgente et préalable pour garantir l'accès de l'aide et pour permettre au personnel d'organisations humanitaires impartiales de travailler de manière efficace et sans risquer leur vie.

Monsieur le Président,

Sans mettre fin à la spirale de violence actuelle, le risque d'une régionalisation du conflit reste réel et compromettra une solution politique durable pour le conflit au Moyen-Orient. Ce Conseil doit prendre des mesures concrètes en vue de la solution à deux Etats, seul fondement possible de la paix et la stabilité dans la région. Dans ce processus, la participation pleine, égale et significative des femmes palestiniennes et israéliennes est essentielle. Nous devons contribuer à reconstruire cette base pour deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Thank you for convening this meeting, and thank you to all the speakers for their presentations.

As this Council meets for the last time in its current composition, the need for a lasting political solution to put an end to the hostilities, ensure the protection of the civilian population and free the hostages is imperative in the Middle East. We have a collective responsibility to make this a reality in the New Year. A year that will begin in the cold, damp and under the rubble, for far too many children, their parents and their loved ones.

In this context, reports on the latest developments in the Gaza Strip and the West Bank, as well as on the northern border with Lebanon, continue to be of great concern to us. Figures verified by the United Nations make 2023 the deadliest year in almost twenty years both in

Israel and Gaza, but also in the West Bank. This dismal record does not spare children, according to UNICEF.

The increased intensity of violent acts committed by settlers, which Switzerland condemns, have led to the forced displacement of pastoralist communities and have the potential to lead to even more violence. While recalling that the settlements are illegal under international law, Switzerland stresses that Israel is responsible for maintaining order in the West Bank and calls on it to hold the perpetrators of these acts accountable. In the context of operations by Israeli security forces in the West Bank, the use of force must in particular meet the criterion of proportionality and respect the rights of every individual to life and security of person.

We will continue to emphasise that respect for international humanitarian law and human rights, particularly with regard to the protection of civilians, must remain a priority for this Council. Switzerland recalls the obligations of all parties under international law, including the obligation to protect the civilian population.

As we have done since 7 October, Switzerland condemns the terrorist attacks perpetrated by Hamas. In particular, we condemn the sexual and gender-based violence of which many women and girls have been victims in the context of these attacks. We call for the immediate and unconditional release of all hostages still being held in Gaza. Switzerland recognises Israel's right to ensure its own security. At the same time, we have not ceased to call on the parties to protect civilians and to respect international humanitarian law. It is vital that all violations of international law committed in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory are investigated and the perpetrators brought to justice.

The humanitarian situation in the Gaza Strip remains catastrophic. The population is deprived of access to medical services, health infrastructure, hygiene and drinking water. 90% of the population is in a situation of acute food insecurity. I am referring here to the joint declaration read by Brazil on behalf of our two delegations as informal focal points for hunger and conflict. Humanitarian aid must be delivered unhindered and without preconditions to civilian populations in need throughout the Gaza Strip. We welcome the appointment of Ms Sigrid Kaag as Humanitarian and Reconstruction Coordinator for Gaza, and we call for the full implementation of Council Resolutions 2712 and 2720. Despite the adoption of these resolutions, the aid delivered remains insufficient. A humanitarian truce and security guarantees are the urgent prerequisites for guaranteeing access to aid and enabling the staff of impartial humanitarian organisations to work effectively without risking their lives.

Mr. President

Without putting an end to the current spiral of violence, the risk of a regionalisation of the conflict remains real and will compromise a lasting political solution to the conflict in the Middle East. This Council must take concrete steps towards a two-state solution, which is the only possible basis for peace and stability in the region. In this process, the full, equal and meaningful participation of Palestinian and Israeli women is essential. We must help to rebuild the basis for two democratic states, Israel and Palestine, living side by side, in peace, within secure and recognized borders.

I thank you.